

Mulhouse, le 15 avril 2008

## Rapport de l'Inspection des Installations Classées

Objet : Installations classées - Société AMCOR RENTSCH à UNGERSHEIM

Référ. : Bilan de fonctionnement remis le 7 mars 2005, complété le 19 décembre 2007, les 29 janvier 2008, 12 mars 2008 et 9 avril 2008.

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

### **I – OBJET**

Dans le cadre de la transposition de la directive européenne 96/61/CE IPPC, et en vue de permettre au préfet de réexaminer et, si nécessaire, d'actualiser l'autorisation de certaines catégories d'autorisations, l'article 17-2 du décret du 21 septembre 1977, issu du décret n°2000-258 du 20 mars 2000 (art. 5), codifié à l'article R512-45 du code de l'environnement, a institué l'obligation pour l'exploitant, de présenter un "bilan du fonctionnement" de l'installation.

Le contenu du bilan et la fréquence de sa présentation sont fixés par l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié.

Notamment, pour les installations existantes à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2000 et n'ayant pas fait l'objet d'un bilan de fonctionnement conformément à l'arrêté du 17 juillet 2000, et dont l'arrêté a été pris au cours d'une année se terminant par 1, 2, 3 ou 4, le premier bilan de fonctionnement est présenté avant le 31 décembre 2004

Le bilan de fonctionnement est ensuite présenté au moins tous les dix ans.

Le bilan de fonctionnement d'AMCOR RENTSCH était donc à rendre au 31 décembre 2004 (arrêté préfectoral de 1992). Il a été remis le 7 mars 2005.

Une demande de complément a été faite par courrier préfectoral du 30 avril 2007. Ces compléments ont été reçus le 20 décembre 2007. Des échanges ultérieurs avec l'inspection ont permis de préciser les données.

L'examen de l'ensemble des documents remis par l'exploitant ne met pas en évidence de gros écart entre les prescriptions de l'arrêté préfectoral et la réglementation actuelle.

Un arrêté complémentaire est cependant nécessaire pour mettre à jour notamment :

- la situation administrative de l'établissement,
- l'évolution du process (R2 et R3 arrêtées au profit de R1)
- préciser l'autosurveillance nappe
- instaurer une autosurveillance des eaux pluviales de voirie.

## **II – SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ETABLISSEMENT**

Les activités de la société AMCOR RENTSCH France SAS sont réglementées par l'arrêté préfectoral n°99-364 du 4 novembre 1992 portant autorisation d'extension et de réaménagement d'une activité d'impression.

Cet arrêté préfectoral s'est substitué aux actes administratifs antérieurs (arrêtés préfectoraux d'autorisation n°43-249 du 13 août 1975 et n°85-588 du 13 août 1987, récépissé de déclaration du 21 novembre 1990).

L'activité principale de AMCOR RENTSCH France SAS est l'impression sur carton d'emballage (cartouches de cigarettes).

La description des activités figurant à l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n°99-364 du 4 novembre 1992 nécessite une mise à jour. En effet les numéros de rubriques se rapportent à l'ancienne nomenclature. Ces modifications constituent l'article 2 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint à ce rapport ; elles sont explicitées dans le tableau ci-dessous. Les modifications de capacités sont expliquées ci-dessous.

Rubrique	Désignation de l'activité	Critère de classement	Capacité	Régime
2915.1-a (ex 120/I/B/1°)	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles	1- Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est :	8500 L	A
		a) supérieure à 1 000 l 6000 L : circuit des chaudières KONUS 2500 L : vase d'expansion du circuit thermofluide		
2940 (ex 406/1/b)	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc. (application, cuisson, <u>séchage de</u> ) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...), couverte explicitement par une autre rubrique.	1. Lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par procédé "au trempé". Si la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation est : a) Supérieure à 1000 litres	1500 L	A
1432 (ex 253/B)	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de).	2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : a) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m <sup>3</sup>	160.5 m	A

		<u>Dépôt local préparation</u> (stock des conteneurs de solvants) : 21 m <sup>3</sup> <u>Local de lavage</u> : 3 m <sup>3</sup> <u>Stock en réservoirs enterrés</u> (acétate d'isopropyle) : 2*15 m <sup>3</sup> <u>Dépôt général</u> : 106.5 m <sup>3</sup> * Stock des encres : 96 m <sup>3</sup> * Station de mélange : 8 m <sup>3</sup> * Stock aux rotatives : 2.5 m <sup>3</sup>		
1433 (ex 261/B)	Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de) :	B. Autres installations : Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est : b) Supérieure à 1 t mais inférieure à 10 t	1500 L	DC
		Encres contenues dans les rotatives : 3 * 1500 L		
2450 (ex 238/1°)	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante :	2. Héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est : a) Supérieure à 200 kg/j Atelier d'héliogravures utilisant des rotatives à séchage thermique : - Rotative Bobst Lémanic R7 (1191) avec 10 groupes imprimeurs - Rotative Bobst Lémanic R8 (1991) avec 8 groupes imprimeurs - Rotative Bobst Lémanic Riviera R1 (2005) avec 10 groupes imprimeurs	5900 kg/j d'encres	A
2925 (ex 3/1°)	Accumulateurs (ateliers de charge d').	La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	60 kW	D
2910 (ex 153 bis/A/1°)	Combustion A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est :	2) supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW :  2 * Chaudière Weishaupt : 907 kW 2 * Chaudière KONUS : 1163 kW 2 * Chaudière De Dietrich : 522 kW (incinérateur : 2 MW)	5.2 MW	DC

1530 (ex 81 bis)	Dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues. La quantité stockée étant :	b) Supérieure à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 20 000 m <sup>3</sup> 3600 m <sup>3</sup> pour les matières premières 2450 m <sup>3</sup> pour les produits finis 700 m <sup>3</sup> pour les palettes	6750 m <sup>3</sup>	D
2920 (ex 361/B)	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa, :	2. Comprimant des fluides non inflammables et non toxiques, la puissance absorbée étant : b) Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW :	55 kW	D
2661 (ex 272/A/2)	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :	Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : Inférieure à 1 t/j	< 1 kg/j	NC

A : Autorisation - D : Déclaration – DC : Déclaration et contrôle.

2915 : pas de modification

2940 : la capacité était exprimée en température de séchage dans l'arrêté n°99-364 du 4 novembre 1992

1432 : La capacité de stockage de liquides inflammables passe de 154 à 160.5 m<sup>3</sup>.

Les 154 m<sup>3</sup> sont détaillées à l'article 8.8.1 de l'AP de 1992 : 100 m<sup>3</sup> dépôt général, 14 m<sup>3</sup> dépôt local préparation, 1 m<sup>3</sup> dépôt local de lavage, 2 \* 15 m<sup>3</sup> citernes enterrées d'acétate d'isopropyle.

Les 160.5 m<sup>3</sup> actuels sont représentés par : 106.5 m<sup>3</sup> dépôt général (96 m<sup>3</sup> encres, 8 m<sup>3</sup> station de mélange, stock aux rotatives : 2.5 m<sup>3</sup>), 21 m<sup>3</sup> dépôt local préparation (stock des conteneurs de solvants), 3 m<sup>3</sup> dépôt local de lavage, 2 \* 15 m<sup>3</sup> citernes enterrées d'acétate d'isopropyle.

Les rétentions en place sont adaptées à ces capacités.

1433 : La capacité passe de 7 m<sup>3</sup> à 1500 L

2450 : La capacité n'était pas précisée dans l'arrêté préfectoral n°99-364 du 4 novembre 1992, seul le nombre de rotative est indiqué (de 4, il est passé à 3).

2925 : La puissance des charges d'accumulateur a augmenté (de 22.5 à 60 kW) en suivant la réglementation (le seuil de déclaration a été augmenté à 50 kW).

2910 : La puissance des chaudières autorisée était 7.29 MW en 1992. La puissance de l'incinérateur ne doit pas être comptabilisée. Le descriptif fait à l'article 8 de l'AP n°99-364 du 4 novembre 1992 n'est pas correct, il est abrogé par l'article 2 du projet d'AP joint.

1530 : pas de modification, le détail du stockage est fourni en article 8.12 de l'AP de 1992

2661 : La capacité n'était pas précisée dans l'arrêté préfectoral n°99-364 du 4 novembre 1992, seule une distance d'installation par rapport à des tiers (>20 m) est indiquée

2920 : La puissance des installations de compression passe de 30 à 55 kW, ce qui reste dans le régime de déclaration (les mesures acoustiques sont conformes).

### **III – OBSERVATIONS DU RAPPORTEUR**

Le bilan de fonctionnement permet de dresser le bilan des effets de l'installation sur l'environnement, et des dispositions mises en place ou encore prévues par l'exploitant pour réduire les impacts. L'exploitant a également développé la partie risques.

#### **III.1 - IMPACTS**

**AIR**

Les émissions à l'atmosphère générées par les activités de la société AMCOR RENSTCH sont essentiellement des COV et des poussières. Des maxima et mesures sont prescrits dans l'arrêté préfectoral n°99-364 du 4 novembre 1992 (art. 2 et 7).

L'AP n°99-364 du 4 novembre 1992 prescrit à son article 2.3 que les rejets atmosphériques de l'établissement devront présenter au maximum les caractéristiques suivantes :

<b>Installation : RH = Rotative Hélio</b>	<b>Groupes imprimeur s</b>	<b>Débit (m<sup>3</sup>/h)</b>	<b>Hydrocarbure non méthanique (C total) (mg/Nm<sup>3</sup>)</b>	<b>Poussières* (50 mg/Nm<sup>3</sup>)</b>
RH Bobst Champlain (R2)	6	10 000	20	50
RH Goebel (R3)	7	34 000	20	50
RH Bobst Lemanic (R7)	7	10 000	20	50
RH Bobst Lemanic (R8)	8	10 000	20	50
Condenseur Laveuse Renzmann N°1 et 2	/	4 200	20	50

\*si débit maximal instantané > 1000 m<sup>3</sup>/h d'air

<b>Repère</b>	<b>Paramètres</b>	<b>Concentration (mg/Nm<sup>3</sup>)</b>	<b>Flux (kg/h)</b>	<b>Dépassement horaire cumulé annuel maxi (art. 72c)</b>
Sortie REGETAIR (incinérateur)	CO	100	6	100h avec un flux maxi de 100 kg/h d'hydrocarbure exprimés en C total
	Nox	100	6	
	Poussière	50	3	
	C	20	1.1	
	Métaux lourds	5	0.3	

#### Modifications apportées au process depuis 1992 :

- la R7 est composée de 10 groupes,
- le débit des rotatives a changé :

R1 (nouvelle rotative) : 14000 m<sup>3</sup>/h

R7 : 14000 m<sup>3</sup>/h

R8 : 11000 m<sup>3</sup>/h

Le condenseur-Laveuse est nommé "machine à laver" de débit 5000 m<sup>3</sup>/h.

L'exploitant fait réaliser des mesures annuelles (cf. 6<sup>ème</sup> alinéa art. 7.2 n°99-364 du 4 novembre 1992) et en continu des rejets de l'incinérateur qui sont envoyées au service d'inspection (trimestriellement cf. article 7.1 de l'AP n°99-364 du 4 novembre 1992).

Les résultats relevés dans le bilan de fonctionnement (p 7 du 1<sup>er</sup> BF, p. 19 et suivantes du 2<sup>ème</sup>) montrent que les résultats sont conformes aux prescriptions de l'AP n°99-364 du 4 novembre 1992, elles-mêmes en deçà des maxima autorisés par l'article 30.19 de l'arrêté ministériel du 2/2/98.

Ces prescriptions sont à actualiser pour tenir compte de l'évolution du parc machine. C'est l'objet de l'article 4 du projet d'AP joint.

Le Plan de Gestion des Solvants (p43) indique que la consommation en solvant en 2006 a été de 539 tonnes. L'arrêté du 2/2/98 impose :

- à son article 30-19 :

« Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser : 25 % de la quantité de solvants utilisée, si la consommation de solvants est inférieure ou égale à 25 tonnes par an ; 20 % de la quantité de solvants utilisée, si la consommation de solvants est supérieure à 25 tonnes par an. »

- à son article 28-1 :

"Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation."

Ces deux articles s'appliquent donc. Ils font l'objet de l'article 6 de l'AP joint.

L'arrêté du 2/2/98 impose à son article 27. des prescriptions en matière de b) Composés organiques volatils visés à l'annexe III : et c) Substances à phrases de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61 et halogénées étiquetées R 40, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé. La liste fournie au paragraphe 12.2 n'indique pas de COV entrant dans ces 2 cas. Le paragraphe 16.8 du bilan de fonctionnement explique la démarche de l'exploitant en matière d'utilisation de substances moins dangereuses pour les salariés.

Par ailleurs, en application de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008, l'exploitant doit adresser au préfet une déclaration annuelle des émissions polluantes pour les polluants visés par ce texte en cas de dépassement des seuils fixés aux annexes. C'est le cas notamment pour les émissions de COV. Cette prescription est reprise dans l'article 6 de l'AP joint.

Les rejets poussières du local presse à balle sont également limités à l'article 8.9.1 de l'AP de 1992. Cette prescription est rajoutée au tableau de l'article 4 du projet d'AP joint et donc au niveau des contrôles annuels.

## **EAU**

L'usine est uniquement alimentée par le réseau communal.

### Consommation

L'entreprise s'est équipée d'un système d'humidification par osmose dans l'atelier de production qui a fait fortement augmenter la consommation d'eau (de 4000 m<sup>3</sup> à 6000 m<sup>3</sup> environ).

### Eaux industrielles

Elles sont uniquement constituées par le circuit fermé des machines. En cas de vidange, ces eaux sont rejetées dans le réseau d'évacuation des eaux usées d'Ungersheim.

### Eaux domestiques :

L'évacuation des Eaux Usées Sanitaires se fait par le réseau des eaux usées communales.

### Eaux pluviales

Toutes les eaux pluviales non souillées (sauf EP des parkings) sont évacuées dans le fossé dit « Inner Feldbach » au Sud-Est de l'usine.

Les eaux pluviales de parking sont recueillies par des siphons de cours et évacuées dans des fossés drainant en passant par un débourbeur et un séparateur d'hydrocarbures, correctement dimensionnés.

Ces dispositions sont présentes dans l'article 5.2 de l'arrêté n°99-364 du 4 novembre 1992.

Aucun contrôle périodique de la qualité des eaux n'est défini dans l'AP n°99-364 du 4 novembre 1992.

Il est utile de rajouter une prescription de contrôle des eaux de voirie en sortie de débourbeur-déshuileur, selon les recommandations techniques générales aux opérations de rejets d'eaux pluviales et imperméabilisation approuvées par le Conseil Départemental d'Hygiène du 7 mars 2002.

L'article 7.3 relatif au contrôle des eaux résiduaires est complété par l'article 8 du projet d'AP ci-joint. La réalisation et la transmission au Préfet d'un plan d'évacuation des eaux résiduaires (eaux pluviales de voirie, eaux pluviales de toiture...) dans un délai de 6 mois sont imposées.

Il n'est pas imposé de dispositif d'obturation automatique étant donné :

- le nettoyage semestriel des ouvrages qui limite fortement le risque de pollution accidentelle,
- la mise en conformité de la zone de déchargement du solvant, la zone de stationnement du camion citerne est étanche et dispose d'une rétention dimensionnée selon les règles en vigueur.
- des coussins d'obturations et des absorbants sont présents sur les quais concernés par le risque de déversement accidentels, et notamment lors du déchargement de conteneurs d'encre.

Ces dispositions sont indiquées à l'article 5.3.3 de l'AP du 4 novembre 1992.

#### Eaux souterraines

Un contrôle a lieu 2 fois par an sur les 3 piézomètres installés.

L'article 7.6 relatif au contrôle de l'eau souterraine est modifié par l'article 7 du projet d'AP ci-joint.

#### Les eaux d'extinction

Une étude a été effectuée par le cabinet PLATZ Ingenierie.

Lors d'un incendie les eaux ruisselantes se déverseront dans les zones cours, qui peuvent être considérées comme raisonnablement étanches (enrobés). On peut estimer que :

- la zone cours avant, côté entrée bâtiment administratif, d'une surface de 2000 m<sup>2</sup> peut contenir avant débordement sur rue un volume utile de 1000 m<sup>3</sup>,
- la zone arrière de chargement devant le quai du hall 40 et la zone sous hall palette, d'une surface de 1000 m<sup>2</sup>, peut contenir avant débordement dans ruisseau un volume utile de 500 m<sup>3</sup> après relèvement des berges et modification des ponts.

Une contenance totale sur site peut être estimée à un maxi de 1500 m<sup>3</sup>, pour des frais d'aménagement autour proches de 275000 euros.

Compte tenu des objectifs du SAGE et du SDAGE il est demandé à l'article 11 de l'AP joint de compléter les prescriptions pour prévenir les pollutions accidentelles en demandant à l'exploitant de fournir une étude plus complète des rétentions eaux d'extinction.

#### **BRUIT**

Des valeurs limites sont imposées à l'article 4 de l'arrêté n°99-364 du 4 novembre 1992.

Des non-conformités ont été relevées lors de la campagne effectuée en septembre 2007.

Un plan d'action est déjà mis en place par l'exploitant (n° E-026).

**DECHETS**

Le contenu de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°99-364 du 4 novembre 1992 est remplacé par l'article 9 du projet d'AP joint, afin de tenir compte de l'évolution de la réglementation déchets.

**SOLS**

Pas d'impact notable sur les sols.

**ETAT DU SITE APRES ARRET DEFINITIF**

L'article 1.7 "cessation d'activité" est ajouté à l'arrêté préfectoral n°99-364 du 4 novembre 1992 (article 10 du projet d'AP joint), afin de tenir compte de l'évolution de la réglementation.

**III- 2 - RISQUES**

Le bilan de fonctionnement n'a pas pour objectif de traiter également la partie risque. Le chapitre 15 est cependant consacré à cet exercice. Il montre la mise en place de moyens qui ne sont pas exigés au niveau de l'AP de 1992 dont l'installation d'un système de sprinkler sur l'ensemble du site.

Le bilan de fonctionnement ne permet pas de vérifier la conformité des installations ni d'actualiser les prescriptions des installations en matière de risques.

Ces prescriptions sont donc inchangées.

**IV - CONCLUSIONS**

Nous proposons au Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint, visant à modifier et compléter certaines prescriptions applicables à la société AMCOR RENSTCH à UNGERSHEIM suite à la remise de leur bilan de fonctionnement.